



PAR COURRIEL

Le 5 août 2024

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision

V/Réf. : arrêt Jordan

N/Réf. : BSM-2024-004345

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 24 juillet 2024, laquelle se lit comme suit :

[...] J'aimerais obtenir le nombre d'arrêts des procédures causés par l'arrêt Jordan dans le district de Saint-François. J'aimerais avoir les données pour les cinq dernières années.

Je voudrais également connaître les infractions des dossiers pour lesquels des arrêts Jordan ont été prononcés. [...]

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint les statistiques demandées.

...2

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Véronique Morin, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

**Causes criminelles¹ avec un arrêt des procédures
pour délai déraisonnable demandé par la défense et
accordé par le juge sur au moins un chef d'infraction**

District de Saint-François
Année financière 2021-2022 à 2024-2025

Année financière	Nombre de causes ¹
2021-2022	5
2022-2023	3
2023-2024	67
2024-2025	21
Total	96

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

Sources : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte et Système d'enregistrement numérique (SEN)
Date d'extraction : 2024-07-08

**Causes criminelles¹ avec un arrêt des procédures pour délai déraisonnable demandé par la défense
et accordé par le juge sur au moins un chef d'infraction**

District de Saint-François
Année financière 2021-2022

Numéro de dossier	Séquence de l'accusé	Date de décision finale	Chef visé le plus grave ²
450-01-086848-145	1	2021-05-20	264(1)(3)b)
450-01-109155-189	1	2021-05-17	253(1)a) 255(1)
450-01-111995-192	1	2021-04-22	380(1)b)ii)
450-01-113177-195	1	2021-07-12	267b)
450-01-111375-197	1	2021-12-08	253(1)a) 255(1)

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² Le chef le plus grave de la cause ayant fait l'objet d'un arrêt de procédure pour délai déraisonnable demandé par la défense et autorisé par le juge est déterminé selon l'indice de gravité de la criminalité et des améliorations au Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada.

Sources : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte et Système d'enregistrement numérique (SEN)

Date d'extraction : 2024-07-08

**Causes criminelles¹ avec un arrêt des procédures pour délai déraisonnable demandé par la défense
et accordé par le juge sur au moins un chef d'infraction**

District de Saint-François
Année financière 2022-2023

Numéro de dossier	Séquence de l'accusé	Date de décision finale	Chef visé le plus grave ²
450-01-100015-168	1	2022-10-13	334b)ii)
450-01-100158-166	1	2023-01-26	733.1(1)a)
450-01-117273-206	1	2022-07-13	129a)e)

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² Le chef le plus grave de la cause ayant fait l'objet d'un arrêt de procédure pour délai déraisonnable demandé par la défense et autorisé par le juge est déterminé selon l'indice de gravité de la criminalité et des améliorations au Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada.

Sources : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte et Système d'enregistrement numérique (SEN)

Date d'extraction : 2024-07-08

**Causes criminelles¹ avec un arrêt des procédures pour délai déraisonnable demandé par la défense
et accordé par le juge sur au moins un chef d'infraction**

District de Saint-François

Année financière 2023-2024

Numéro de dossier	Séquence de l'accusé	Date de décision finale	Chef visé le plus grave ²
450-01-098149-169	1	2023-06-02	733.1(1)b)
450-01-099866-167	1	2023-06-02	733.1(1)b)
450-01-101724-172	1	2023-06-02	145(5)b)
450-01-106717-189	1	2023-07-20	733.1(1)b)
450-01-110616-187	1	2023-07-13	463a); 348(1)a)d)
450-01-110617-185	1	2023-07-13	430(1)a)(4)a)
450-01-110618-183	1	2023-07-13	733.1(1)b)
450-01-111403-197	1	2023-07-13	334b)ii)
450-01-111404-195	1	2023-07-13	733.1(1)b)
450-01-112044-198	1	2023-07-13	342(1)a)f)
450-01-112045-195	1	2023-07-13	733.1(1)b)
450-01-113409-192	1	2024-02-26	163.1(4)a)
450-01-114790-194	1	2023-10-05	264.1(1)a)(2)b)
450-01-116978-201	2	2023-11-28	5(2)(3)a)
450-01-118108-203	1	2023-10-19	733.1(1)b)
450-01-118998-207	1	2023-10-19	733.1(1)a)
450-01-119035-207	1	2023-09-13	270(1)a)(2)b)
450-01-119036-205	1	2023-09-13	4(1)(3)b)
450-01-121130-210	1	2023-11-01	434
450-01-121276-211	1	2024-02-07	267a)
450-01-121430-214	1	2023-10-10	267a)
450-01-121481-217	1	2024-02-08	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-121491-216	1	2023-09-14	733.1(1)b)
450-01-121538-214	1	2024-03-14	5(2)(3)a)
450-01-121577-212	1	2023-10-10	463b); 434.1
450-01-121679-216	1	2023-05-08	270.01(1)a)(2)b)
450-01-121880-210	1	2024-02-21	334b)ii)
450-01-122023-216	1	2024-03-14	5(2)(3)c)i)
450-01-122492-213	1	2023-10-02	320.14(2) 320.2
450-01-122789-212	1	2023-06-15	445.1(1)a)(2)a)
450-01-123493-210	1	2023-08-07	320.14(1)b); 320.19(1)
450-01-123679-214	1	2023-10-17	320.14(1)a); 320.19(1)
450-01-123732-211	1	2023-11-02	354(1); 355a)ii)
450-01-123760-212	1	2023-11-02	129a)e)
450-01-123792-215	1	2024-01-11	264.1(1)a)(2)b)
450-01-123793-213	1	2024-01-11	733.1(1)b)
450-01-123901-212	1	2023-11-28	334b)ii)
450-01-123972-213	1	2023-10-03	267b)
450-01-124040-218	1	2023-11-14	320.14(1)b); 320.19(1)
450-01-124126-215	1	2024-03-14	267c)
450-01-124311-213	1	2023-11-10	320.14(1)b); 320.19(1)
450-01-124332-219	1	2023-09-28	434
450-01-124374-211	1	2023-09-14	733.1(1)b)
450-01-124381-216	1	2023-10-20	145(4)a)

450-01-124386-215	1	2023-10-20	267c)
450-01-124531-216	1	2023-08-31	271a)
450-01-124644-225	1	2023-09-22	264(1)(3)a)
450-01-124648-226	1	2024-01-11	270(1)a)(2)b)
450-01-124831-228	1	2024-02-23	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-124846-226	1	2023-09-28	279(2)b)
450-01-124916-227	1	2024-02-23	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-124957-221	1	2023-12-18	5(1)(3)a)
450-01-124958-229	1	2023-12-18	4(1)(3)a)
450-01-125085-220	1	2023-11-14	5(2)(3)a)
450-01-125087-226	1	2023-11-14	5(2)(3)a)
450-01-125240-221	1	2023-11-02	117.01(1)(3)b)
450-01-125300-223	1	2024-01-23	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-125333-224	1	2023-11-28	4(1)(3)b)
450-01-125373-220	1	2023-10-03	12(4)b)(9)a)
450-01-125373-220	2	2023-10-03	12(4)b)(9)a)
450-01-125459-227	1	2023-11-28	5(1)(3)a)
450-01-125493-226	1	2024-03-15	271a)
450-01-125964-226	1	2023-11-15	320.15(1); 320.19(1)
450-01-125989-223	1	2024-02-23	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-126113-229	1	2024-02-08	267b)
450-01-126457-220	1	2024-02-22	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-126471-221	1	2024-01-11	267b)

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² Le chef le plus grave de la cause ayant fait l'objet d'un arrêt de procédure pour délai déraisonnable demandé par la défense et autorisé par le juge est déterminé selon l'indice de gravité de la criminalité et des améliorations au Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada.

Sources : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte et Système d'enregistrement numérique (SEN)

Date d'extraction : 2024-07-08

Causes criminelles¹ avec un arrêt des procédures pour délai déraisonnable demandé par la défense et accordé par le juge sur au moins un chef d'infraction

District de Saint-François

Année financière 2024-2025²

Numéro de dossier	Séquence de l'accusé	Date de décision finale	Chef visé le plus grave ²
450-01-117732-201	1	2024-06-04	433a)
450-01-121806-215	1	2024-05-13	270.01(1)a)(2)a)
450-01-122360-212	1	2024-05-16	334b)ii)
450-01-122662-211	1	2024-04-16	348(1)a)d)
450-01-122663-219	1	2024-04-16	145(4)a)
450-01-123195-211	2	2024-04-26	129a)e)
450-01-123197-217	1	2024-04-26	733.1(1)b)
450-01-123244-217	1	2024-04-05	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-123416-211	1	2024-04-17	87(2)a)
450-01-123483-211	1	2024-06-13	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-123488-210	1	2024-04-26	129a)e)
450-01-123489-218	1	2024-04-26	270(1)a)(2)b)
450-01-123495-215	1	2024-04-05	320.14(1)b) 320.19(1)
450-01-124016-218	1	2024-04-26	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-124172-219	1	2024-04-17	430(1)a)(4)a)
450-01-124507-216	1	2024-04-26	320.13(2) 320.2
450-01-124820-221	1	2024-04-26	264.1(1)a)(2)b)
450-01-124861-225	1	2024-04-26	446(1)b)(2)b)
450-01-125391-222	1	2024-04-26	320.14(1)a) 320.19(1)
450-01-125966-221	1	2024-05-01	334a)i)
450-01-126140-222	1	2024-04-26	270(1)a)(2)b)

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

² L'année 2024-2025 est préliminaire et partielle au 30 juin 2024.

³ Le chef le plus grave de la cause ayant fait l'objet d'un arrêt de procédure pour délai déraisonnable demandé par la défense et autorisé par le juge est déterminé selon l'indice de gravité de la criminalité et des améliorations au Programme de déclaration uniforme de la criminalité de Statistique Canada.

Sources : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte et Système d'enregistrement numérique (SEN)

Date d'extraction : 2024-07-08